

Ottawa, le 30 septembre 2015. – Les producteurs canadiens font depuis un bon moment l'objet d'attaques concertées au sujet du système qui fournit aux Canadiens les produits laitiers, la volaille et les œufs auxquels ils ont confiance.

Au moment où la pression pour conclure les négociations du PTP à Atlanta cette semaine se fait de plus en plus forte, les producteurs de lait, de volaille et d'œufs du Canada observent de plus en plus de rhétorique et de désinformation dans les médias au sujet de la gestion de l'offre.

Les producteurs aimeraient donc avoir la possibilité de déboulonner ces mythes.

La gestion de l'offre ne fait pas augmenter les prix pour les consommateurs

Les producteurs n'établissent pas les prix de détail – les détaillants et les restaurateurs les ont toujours fixés en fonction de ce qu'ils estiment que le marché est prêt à payer. Le prix payé par le consommateur est lié à de nombreux facteurs, entre autres : la concurrence entre détaillants, le positionnement des marques, le prix des articles concurrents et les spéciaux pour attirer les consommateurs en magasin. Aucun de ces facteurs n'est associé de quelque façon que ce soit à la part que reçoit le producteur – qui représente généralement seulement une infime fraction du prix final.

En fait :

Le poulet est actuellement la protéine animale la moins chère. Au cours des deux dernières années, le prix du poulet a augmenté de seulement 3 %, par rapport à plus de 20 % pour d'autres viandes, lesquelles sont librement négociées.

Une étude de Nielson a démontré qu'en 2014, les consommateurs ont payé en moyenne 1,30 \$/litre pour du lait frais au Canada, comparativement à 1,83 \$ en Nouvelle-Zélande, 1,81 \$ en France, 1,15 \$ aux États-Unis, 1,19 \$ en Allemagne et 2,35 \$ en Chine.

Le prix à la consommation annuel moyen des 15 dernières années pour un dindon entier surgelé au Canada était de 2,92 \$ par kg vs 3,34 \$ par kg aux États-Unis; il a été parfois un peu plus élevé – plus souvent moins élevé, mais jamais très différent du prix payé aux États-Unis.

Vous pouvez acheter une douzaine d'œufs, la source de protéine la plus complète, pour moins que le prix d'un café latté.

Le plus important déterminant du prix des produits laitiers, de la volaille et des œufs n'est pas la gestion de l'offre – c'est l'endroit et le moment de l'achat.

La gestion de l'offre n'est pas un obstacle au PTP

Le gouvernement du Canada a réussi à négocier 12 accords commerciaux avec 43 pays depuis 1994; et tous ces accords ont permis d'ouvrir de nouveaux marchés, d'améliorer les règles commerciales et de préserver la gestion de l'offre. Cette formule employée pour les négociations fonctionne donc bien, et nous avons confiance que le gouvernement sera en mesure de la mettre à profit dans le contexte du PTP. Le Canada est déjà le 6^e importateur en importance de produits agroalimentaires et le 1^{er} si l'on fait

le calcul par habitant; nous n'avons donc aucune leçon à recevoir des autres pays en matière d'accès aux marchés.

Tous les pays qui participent au PTP ont des éléments qu'ils souhaitent protéger. Les États-Unis, par exemple, restreignent depuis longtemps les importations de sucre et de produits laitiers; le Japon possède un long historique de protectionnisme dans le secteur du riz; et la Nouvelle-Zélande a toujours ardemment défendu son programme pharmaceutique.

La gestion de l'offre n'est pas subventionnée

Les industries canadiennes des produits laitiers, de la volaille et des œufs ne reçoivent aucune subvention du gouvernement. Dans les pays où la gestion de l'offre n'est pas en vigueur, certains secteurs sont hautement subventionnés.

Les consommateurs paient donc deux fois pour la plupart des aliments : une fois par l'entremise de leurs impôts (qu'ils achètent des produits ou pas), puis une autre fois à l'épicerie. Avec les produits laitiers, la volaille et les œufs, vous ne payez que si vous en achetez.

Le Canada n'est pas un marché fermé

Le Canada est un important marché pour des pays du monde entier – même pour les produits visés par la gestion de l'offre. Par exemple, le Canada importe plus de poulet que six des pays du PTP (dont les États-Unis) combinés.

Ce qui est ironique est que la Nouvelle-Zélande et l'Australie, les chouchous des médias en matière de commerce international et les modèles qu'on nous encourage à imiter, n'importent aucun poulet.

La gestion de l'offre a un rôle important à jouer dans l'économie du Canada

- 16 667 producteurs
- 332 006 emplois
- 11,3 milliards de dollars en recettes monétaires agricoles
- 27,5 milliards de dollars de contribution au PIB du Canada
- 6,4 milliards de dollars versés en taxes et impôts

Le démantèlement de la gestion de l'offre ne réduira pas les prix à la consommation

Dans les pays où la gestion de l'offre a été démantelée, par exemple en Australie et en Nouvelle-Zélande, les prix ont en fait grimpé pour les consommateurs, alors que les revenus des producteurs ont diminué ou sont demeurés les mêmes.

Le prix intérieur moyen pour deux litres de lait en Nouvelle-Zélande a grimpé de 11,3 % entre mai 2013 et mai 2015, même si ce pays est un important exportateur de lait et qu'il possède l'un des plus faibles coûts de production au monde.

La comparaison des prix à l'échelle mondiale effectuée par Nielsen (période de 52 semaines prenant fin en décembre 2014) révèle que le prix moyen que paient les consommateurs est d'environ 1,30 \$/l pour du lait frais canadien, ce qui est comparable à ce que l'on observe en Nouvelle-Zélande (1,83 \$), en France (1,81 \$), aux États-Unis (1,15 \$) et en Allemagne (1,19 \$), mais moins élevé qu'en Chine, où les consommateurs paient 2,35 \$ le litre.

Autre comparaison : à Canberra, la capitale de l'Australie, 30 œufs coûtent 6,69 \$ CA, alors qu'ils coûtent 5,99 \$ à Ottawa.

Promettre prématurément des prix inférieurs suppose que les détaillants fassent bénéficier les consommateurs des baisses de prix. Or, à quel moment cette situation s'est-elle produite pour la dernière fois?

La gestion de l'offre contribue au bon fonctionnement des systèmes de salubrité des aliments

Les producteurs canadiens sont reconnus partout dans le monde pour leurs systèmes de salubrité rigoureux des aliments. Or, les producteurs de l'extérieur du Canada n'adhèrent pas tous aux mêmes normes.

Les producteurs de lait, de volaille et d'œufs sont tenus d'adhérer à des programmes à la ferme des plus stricts qui assurent que les normes les plus élevées sont respectées – qu'il s'agisse de salubrité des aliments ou de biosécurité –, et le système de gestion de l'offre permet leur mise en application.

La gestion de l'offre est la gestion du risque

Les producteurs dont les produits sont visés par la gestion de l'offre peuvent éviter les périodes d'effondrement qui peuvent être dues, par exemple, à des maladies animales (au pays comme à l'étranger), lesquelles forcent souvent d'autres secteurs agricoles à avoir recours à des subventions et à des programmes de soutien du gouvernement pour traverser la tempête.

Lors d'une entrevue récente, le ministre de l'Agriculture de l'Ontario, Jeff Leal, a affirmé que c'est la gestion de l'offre qui a sauvé le milieu rural en Ontario d'un « effondrement total » lors d'une écloison d'ESB – puisque la stabilité des revenus d'un secteur a permis à toutes les autres entreprises qui répondent aux besoins des producteurs de surmonter la crise temporaire.

Il y a plus de 1 000 fermes de production d'œufs au Canada réparties partout au pays, et la taille du troupeau moyen est de 23 000. En comparaison, il y a environ 200 fermes aux États-Unis concentrées dans quelques États, et la taille du troupeau moyen est de 1,5 million. Grâce à la gestion de l'offre, qui assure la stabilité des fermes familiales, lorsqu'une crise comme l'influenza aviaire hautement pathogène frappe le Canada, les producteurs peuvent contenir l'épidémie, en atténuer les effets, amortir l'impact pour les consommateurs canadiens et protéger les animaux, sans avoir à composer avec les incertitudes propres aux importations.

Obtenez les faits

Les producteurs sont de plus en plus préoccupés par l'information erronée qui circule dans certains médias à propos de leurs industries. Il est temps que les gens connaissent les faits – ou du moins, voient l'autre côté de la médaille.

Pour connaître les avantages de la gestion de l'offre pour les Canadiens et le Canada, veuillez consulter les sites suivants :

Produits laitiers – www.laitcanadiencacompte.ca

Œufs – <http://www.producteursdoeufs.ca/notre-industrie/gestion-de-loffre/cest-avantageoeufs/>

Poulet – <http://www.producteursdepoulet.ca/>

Dindon – <https://www.leseleveursdedindonducanada.ca/ce-que-nous-sommes/la-gestion-de-loffre/>

Œufs d'incubation de poulet de chair – http://chep-poic.ca/index_f.html

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

Les Producteurs de poulet du Canada
Lisa Bishop-Spencer
613-566-5911

Les Producteurs d'œufs du Canada
Alison Evans
613-327-4701

Les Éleveurs de dindon du Canada
Robin Redstone
905-812-3140

Les Producteurs laitiers du Canada
Isabelle Bouchard
613-236-9997

Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Giuseppe Caminiti
613-232-3023